



Géopolitique du Moyen-Orient : Le Liban, une passoire

Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre (partie 1/3)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 04 août 2010

[Le blog de René Naba](#) 4 août 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire, société et culture](#)



« Il n'existe que deux choses infinies, l'univers et la bêtise humaine... mais pour l'univers, je n'ai pas de certitude absolue ».

Paris, 3 août 2010 – Objet de fantasme depuis un demi siècle, **le Bar de l'Hôtel Saint Georges** de Beyrouth a longtemps été un haut lieu du monde interlope de la barbouzerie internationale. Réputé pour ses cocktails détonants, ses barmen avenants, ses yachts rutilants et sa plage huppée, son ambiance calfeutrée, propice à tous les chuchotements, le destinait à être le lieu de côtoiement par excellence de personnages aussi emblématiques¹ qu'énigmatiques que l'agent double soviéto britannique, Kim Philby, membre du fameux groupe «The Cambridge Five», ou, le Général Taymour Bakhtiar, tombeur de Mohamad Mossadegh, le premier ministre nationaliste iranien, artisan de la première nationalisation du pétrole en 1953.

Si Kim Philby, faux journaliste de l'Observer (1), démasqué, a été exfiltré par un sous marin soviétique au large des côtes libanaises, le Général Taymour Bakhtiar, son forfait accompli, a été remercié, en même temps qu'était répudiée sa cousine, l'impératrice Soraya, contraint à l'exil et à l'errance à Beyrouth, Paris et Genève, pour finir assassiné à Bagdad, paradoxalement, par des agents de la Savak, un comble pour le fondateur de la police secrète iranienne (2).

L'Hôtel Saint Georges a été détruit aux premiers jours de la guerre civile libanaise, et sa cave, riche et abondante, pillée, a longtemps désaltéré les combattants des diverses factions au plus fort de la bataille pour le contrôle du centre ville de Beyrouth, à l'automne 1975. Sa silhouette, dessinée par Auguste Perret dans les années 1930, décorée par Jean Royère dans les années 1960, demeure mythique dans la mémoire des hommes et continue de fasciner hommes politiques et aventuriers. C'est d'ailleurs au pied de la façade de cet hôtel, objet de sa furieuse convoitise (3), que l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a été assassiné, en 2005, trente ans après le début de la guerre civile.

La fascination qu'il continue d'exercer dans l'imagerie populaire s'explique en ce qu'il constituait une marque de distinction sociale pour sa clientèle, toute une cohorte d'honorables correspondants, de correspondants en quête d'honorabilité, de journalistes en quête de respectabilité, qui revendiquaient leur fonction comme un «trophée», cultivant avec art «le complexe du drogman», du titre de ces fameux intermédiaires auprès des

chancelleries occidentales. Tous alléchés par le gisement d'informations constitué par l'imposante infrastructure de l'organisation de Libération de la Palestine et de la vingtaine de mouvements de libération du tiers monde qui gravitaient dans son orbite..... Du Front de Libération de l'Erythrée du futur président Issayas Afeworki, au FLOSY, le Front de Libération du Sud Yémen Occupé, du premier ministre nassérien Abdel Qawi Makkaoui, à l'Armée secrète pour la Libération de l'Arménie (ASALA). Tous des révolutionnaires en herbe, des révolutionnaires en puissance. «Koulouna Fidaiyoune», tous, des guérilleros palestiniens, pour reprendre le titre du film culte de l'époque du cinéaste libano arménien Garo Garabédian, dont l'équipe périra carbonisée lors du tournage.

La guerre clandestine qui s'y livrait à l'ombre de cet établissement prestigieux n'a jamais cessé, induisant de nouvelles méthodes au gré des progrès technologiques, mettant aux prises les traditionnels espions occidentaux et leurs alliés des monarchies arabes, les agents du Mossad, de l'Intelligence service britannique, de la CIA américaine, de la DGSE française, tous engagés dans une guerre opaque avec des concurrents d'un genre nouveau, agents iraniens, services de renseignements syriens et activistes du Hezbollah.

Etat tampon, théâtre de deux guerres civiles (1958; 1975-1990), le Liban a longtemps fait office de soupape de sûreté à l'ordre régional, le point de dérivation des conflits inter régionaux, le lieu de dénouement des psychodrames des actes de piraterie aérienne, assumant une fonction tribunicienne pour le compte des pays arabes, dont il en constituait une caisse de résonance, et les mouvements de libération qui leur étaient affiliés. Une des plateformes opérationnelles majeures de la guerre clandestine à l'apogée de la rivalité soviéto américaine, Beyrouth a tenu la dragée haute en matière d'espionnage aux grandes capitales situées sur la ligne de démarcation du front de la guerre froide. A l'égale de Berlin, immortalisée par les romans d'espionnage John Le Carré, ou de Vienne, passée à la postérité avec son «Troisième Homme» d'Hollywood, le film du cinéaste Orson Wells.

C'est depuis Beyrouth que la guerre culturelle souterraine de la CIA contre l'idéologie marxiste a été menée, dans les années 1950-1980, sur l'ensemble du Monde arabe, à travers la presse pétro monarchique, à coups d'opération oblique, de presse périphérique, d'informations annexes et de renseignements connexes. C'est depuis la capitale libanaise que se sont ourdies les opérations de déstabilisation des régimes arabes. C'est à Beyrouth enfin que la conférence régionale de la WACL s'est tenue au début de la guerre civile, en 1975, sous la présidence de Camille Chamoun, ancien président de la République du temps de la première guerre civile libanaise, pour convenir de la réplique américaine à la perte de Saïgon et de Pnom Penh, les deux bastions américains en Asie, signe de l'importance stratégique de la capitale libanaise et de l'implication occidentale dans le conflit libanais (4). Fondée à Taiwan par Tchang Kaï-Chek, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL), une Internationale fasciste regroupant d'anciens criminels de guerre nazis et nippons, a constitué la matrice de la contre insurrection dans les zones de confrontation avec la guérilla marxiste. Elle passe pour avoir recruté des mercenaires en vue de leur intégration au sein des milices chrétiennes libanaises, préluant à l'alliance militaire des phalangistes avec Israël, l'ennemi officiel du Monde arabe.

L'irruption des querelles du Monde arabe propulsée au paroxysme de la guerre froide soviéto-américaine sur la scène libanaise transformera le Liban en arène idéologique, où s'opérera un phénomène de cristallisation de la presse libanaise du fait de la rivalité égypto saoudienne. Dans un pays qui se targue d'être un chantre de la liberté de la presse, pas moins d'une dizaine de journaux libanais se trouvait sous perfusion égyptienne et autant sous fusion saoudienne. Tandis que le proconsul égyptien, le Général Abdel Hamid Ghaleb

et son attaché de presse Anouar Jammal faisaient office de Rédacteur en chef occulte de sept quotidiens (Al-Moharrer, Al-Liwa, As-Siyassa, Al-Kifah, Al-Hourriya, Al-Anouar et Al-Hawdess), son équivalent saoudien, le Général, Ali Chaer, régnait en maître sur cinq quotidiens (Al-Hayat, Az-Zamane, Ad-Dyar, Al Joumhouriya et Ar Rouad).

Un chiffre suffit à illustrer l'importance de Beyrouth en tant que plaque tournante de la guerre de l'ombre (5). **Entre 1945 et 1995, c'est à dire au cours des trente premières années de leur indépendance, dix huit coups d'état sanglants ont secoué le Monde arabe, la plupart fomentés depuis la capitale libanaise**, dont huit en Syrie et trois, rien que dans l'année qui a suivi la défaite en 1949, avec les coups de force du Colonel Hosni Zaim, le 29 mars 1949, du Général Sami Hennaoui, 14 Août 1949, et du général Adib Chichakli, 19 décembre 1949.

Les visées hégémoniques de la Syrie sur le Liban s'expliquent partiellement par la volonté de Damas de sanctuariser le territoire libanais, dont elle a eu à pâtir de ses opérations de destabilisation. Celles des Américains par le souci constant de «conserver le port de Beyrouth dans le giron de l'Occident», selon l'expression du général Alexander Haig, ancien commandant en chef de l'Otan et secrétaire d'état américain lors du siège de Beyrouth, en juin 1982. Un euphémisme qui masque mal le souci des occidentaux de garder par devers eux cette incomparable banque de données des pulsions du tiers monde militant.

Haut lieu de la contestation panarabe, Beyrouth représente, en effet, pour les Occidentaux, un observatoire permanent de la lumpen humanité, permettant aux cinq cents correspondants de la presse étrangère accrédités à l'époque au Liban, et à la multitude d'honorables correspondants se plaçant dans leur sillage, d'observer le déroulement de la guerre inter yéménite entre Républicains et Monarchiques du temps de la rivalité Saoud Nasser, dans la décennie 1960, les soubresauts du septembre noir jordanien, le massacre des Fedayine palestiniens par les Bédouins du Roi Hachémite, en 1970, les convulsions de la monarchie iranienne et sa chute, en 1979, dans la foulée du triomphe de la révolution islamique ou encore la riposte balistique du Hezbollah à la guerre de destruction israélienne du Liban, en juillet 2006.

II- Le paradis libanais, une fournaise

Mais le paradis libanais tant vanté par les maquettes publicitaires de luxe s'est révélé être une fournaise. A l'ombre de la dolce vita et de la farniente de la riviera libanaise, longtemps à la botte des états arabes, toujours à la remorque des occidentaux, constamment en quête de reconnaissance internationale, les Palestiniens paieront un lourd tribut à leur débordement de type mafieux, à leur laxisme contre révolutionnaire. Un maillon important de la chaîne de commandement en fera les frais, dont les principaux responsables politiques et militaires, que cela soit au Liban même ou à Tunis, leur troisième lieu d'exil. Au Liban avec l'assassinat de Kamal Nasser, porte parole officiel de l'OLP, Abou Youssef an Najjar, le ministre de l'intérieur de la centrale palestinienne, Kamal Adouane, le responsable des formations de jeunesse, tué lors d'un raid israélien en avril 1973, et le play boy Ali Hassan Salamah, chargé de la protection rapprochée de Yasser Arafat. A Tunis, avec l'assassinat des successeurs présumés du chef palestinien, Khalil Wazir, alias Abou Jihad, commandant en chef adjoint et ordonnateur de l'Intifada en Cisjordanie, et, Salah Khalaf, alias Abou Iyad, responsable de l'appareil de sécurité. La décapitation des chefs charismatiques de la guérilla palestinienne privera le combat palestinien d'une direction révolutionnaire, déblayant la voie à la promotion de bureaucrates aux postes de commandement dont

Mahmoud Abbas en constitue le parfait représentant, de la même manière que l'incarcération des deux figures emblématiques de la résistance de l'intérieur, Marwane Barghouti (Fatah) et Ahmad Saadate (FPLP) dégagera le terrain à la propulsion de deux cerbères affectés à la sécurité d'Israël, Mohammed Dahlan et Djibril Rajoub, dont le goût prononcé pour le luxe leur sera fatal.

La donne changera avec la relève chiite, et, en dépit de la disproportion des forces, le combat paraît moins inégal. Certes le Hezbollah a dû pâtir de sérieux coups de butoir tant des israéliens que des occidentaux, mais le décompte au terme de trois décennies ne lui apparaît pas totalement aussi défavorable que la supériorité technologique du camp adverse et son impunité n'auraient pu le suggérer. Deux des prestigieux chefs du Hezbollah, Abbas Moussawi, premier chef du Hezbollah, et surtout Imad Moughnieh, le bâtisseur de sa branche militaire, ont certes été éliminés par assassinat, et le chef dignitaire religieux chiite, Cheikh Mohamad Hassan Fadlallah, objet d'un attentat manqué ourdi par la CIA avec des fonds pétro monarchiques. Mais, stoïc dans l'adversité, sa riposte a été à la hauteur de ses pertes.

Véritable prise de guerre, l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1980, a permis la mainmise sur un important lot de documents confidentiels, détaillant l'architecture du réseau du renseignement américain au Moyen orient et la liste des émargements. La décapitation de l'Etat major de la CIA pour le Moyen orient, une trentaine de personnes, lors de l'attentat contre le siège de l'ambassade américaine à Beyrouth, en 1983, de même que le dynamitage du PC des marines (214 tués), en même temps que le PC français, le Drakkar, en octobre 1983, constitueront de sérieux revers pour le renseignement occidental, accentué par la prise en otage, le 16 mars 1984, de William Buckley officiellement diplomate américain à Beyrouth, en fait un des animateurs de l'antenne de la CIA au Moyen orient, mort en 1985 en captivité, après avoir, semble-t-il, fourni des précieuses indications à ses tortionnaires. Sans compter le retentissant scandale de l'Irangate, la vente prohibée d'armes américaines à l'Iran, le scandale de la décennie 1980, allumé par une mèche à lente combustion depuis Beyrouth, pour finir par carboniser l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

En trente ans, la guerre de l'ombre a été ponctuée de raids de commandos hélicoptérés israélien sur Beyrouth et sur le sud Liban et de spectaculaires opérations. L'enlèvement de deux responsables chiites, Cheikh Karim Obeid (1989) et Moustapha Dirani (1994), et, le contre enlèvement d'un colonel israélien du cadre de réserve Hannane Tannebaum (2000), en témoignent. De non moins spectaculaires échanges de prisonniers aussi, une dizaine au total, permettant la libération de près de sept mille prisonniers palestiniens et arabes, en contrepartie de la restitution de dépouilles de militaires israéliens et d'espions, sans toutefois que ces gestes de conciliation n'affectent l'intensité du combat.

Beyrouth est un vaste cimetière de traîtres, **mais ce bilan macabre n'a apparemment pas découragé les vocations tant cette activité périlleuse s'est révélée lucrative, à en juger par le récent coup de filet anti israélien réalisé par les services de sécurité libanais.** Du gros gibier: Un général, deux colonels, trois cadres supérieurs occupant des fonctions névralgiques au sein d'une entreprise stratégique de communications, un président sunnite d'un conseil municipal, proche du premier ministre Saad Hariri, le frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiite Amal. Tous à des postes sensibles. **Soixante dix arrestations, 25 inculpations** pour espionnage au profit d'Israël, un chiffre sans précédent, infligeant au renseignement israélien l'un des plus importants revers de son histoire (6).

L'élément déclencheur de cette contre offensive libanaise aura été l'assassinat en février 2008 à Damas d'Imad Moughniyeh, le cauchemar de l'Occident pendant un quart de siècle, qui conduisit cette organisation clandestine et opaque à opérer un travail de contre espionnage en profondeur pour finir par démasquer les pisteurs: deux frères sunnites, originaires de la bourgade d'al-Marj, dans la vallée de la Bekaa, Ali et Youssouf Jarrah, en possession du matériel photographique et vidéo, d'un système GPS dissimulé dans leur véhicule fréquemment garé au poste frontière de Masnaa, sur la route entre Beyrouth et Damas, en vue de pointer les responsables du Hezbollah empruntant le passage vers la Syrie. Opérant depuis vingt ans pour le compte des Israéliens, Ali Jarrah était même muni d'un passeport israélien, pour ses déplacements, via Chypre, en Israël.

Au niveau chrétien, six acteurs majeurs ont été arrêtés: Le général Adib Semaan al Alam, un ancien de la sûreté nationale, un poste où il avait aussi accès au département des passeports, source d'information capitale. Recruté par les services israéliens en 1994, il aurait loué pour le compte des Israéliens des abonnements à lignes de téléphonie cellulaire. Ses employeurs l'auraient convaincu de prendre sa retraite pour monter une agence de recrutement de domestiques asiatiques «Douglas office», qu'il utilisait comme taupes auprès de leurs employeurs, membres de la bourgeoisie libanaise. Grâce à cette couverture, Adib Alam aurait fourni des informations sur le Hezbollah et sur les mouvements internes de l'armée libanaise. Un deuxième officier chrétien inculpé est un beau frère d'un officier de l'armée dissidente libanaise du général Antoine Lahad, les supplétifs de l'armée israélienne au sud Liban. Convaincu de collaboration avec Israël, le colonel Mansour Diab, était directeur de l'Ecole des forces spéciales des commandos de marine, un poste qui lui a permis de superviser les opérations d'exfiltration d'agents et de transbordement de matériels d'espionnage. L'un des héros de la prise d'assaut du camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared, l'été 2007, blessé à l'épaule lors de l'attaque, il aurait été recruté par le Mossad pendant ses stages aux Etats-Unis.

Trois autres libanais employés d'une société de téléphonie cellulaire, la société Alpha, exerçant des fonctions sensibles au sein d'une entreprise stratégique de communications, ont été inculpés pour «intelligence avec l'ennemi». Précisément pour avoir connecté le réseau de la téléphonie mobile de leur firme au réseau des services de renseignement israéliens, leur répercutant l'ensemble du répertoire de leurs abonnés, de leurs coordonnées personnelles et professionnelles y compris les coordonnées bancaires. Tareq Raba, ingénieur des télécommunications, et son subordonné hiérarchique, Charbel Qazzi, auraient fourni à leur commanditaires le code d'accès des abonnés avec possibilité de permuter les numéros de téléphone en vue de brouiller l'origine d'un appel et son destinataire. Le chef du réseau, Tareq Raba, en poste depuis 1996, a été recruté par le Mossad en 2001 et percevait pour prix de sa trahison 10 000 dollars par mois. Le 5^{me} chrétien, Joseph Sader, est un employé à l'aéroport de Beyrouth, qui a admis être en charge du repérage des émissaires et diplomates du Moyen-Orient transitant par l'aéroport de la capitale libanaise.

Au niveau sunnite, un officier supérieur a été inculpé, originaire du Akkhar, région nord du Liban, le colonel Shahid Toumiyeh, frère de cinq officiers en service dans l'armée et la gendarmerie libanaise. Il a été arrêté en sa possession de plusieurs centaines de documents ultra secrets de l'armée libanaise. Toujours au niveau sunnite, un proche de Saad Hariri, Ziad Ahmad Hosni, président du Conseil municipal d'une localité de la Bekaa, était chargé de pister les déplacements des dignitaires du Hezbollah dans la zone frontalière libano syrienne et d'obtenir un rendez vous avec Hassan Nasrallah, le chef du mouvement chiite, en vue de son assassinat à distance.

Au niveau chiite, quatre prises consistantes: Ali Hussein Mintash, frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiite Amal, chargé du repérage des sites de lancement des missiles, le deuxième, un représentant en pharmacie, Jaoudat Salmane al Hakim, revendique un bilan particulièrement lourd puis qu'il a participé à l'assassinat de trois responsables du Hezbollah, Ghaleb Awad, dans la banlieue sud de Beyrouth, en 2004, et les frères Majzoub, à Saida, en 2006. Toujours au niveau chiite, un garagiste de Nabatiyeh, ville chiite du Sud Liban, Marwan Fakir, un concessionnaire automobile du Hezbollah, aurait utilisé ses talents pour installer des dispositifs de localisation sur des voitures du parti. Un quatrième chiite, Nasser Nader, est suspecté d'avoir organisé la surveillance du quartier de Dahieh, le bastion du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth, dévasté par des bombardements israéliens d'une grande précision en 2006.

La découverte de ce réseau serait le fruit d'un événement fortuit: un puissant logiciel confié par les Occidentaux à la sécurité libanaise pour détecter les anomalies des communications cellulaires dans l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, un logiciel capable d'analyser des dizaines de milliers d'appels téléphoniques et d'en déceler les anomalies. Comme, par exemple, des téléphones portables qui ne s'activent qu'à certains moments. Ou qui ne communiquent qu'avec un ou deux numéros. Le responsable de ce programme, un brillant officier spécialiste des systèmes informatiques, le capitaine Wissam Eid, devenu sans doute encombrant par ses découvertes, a été pulvérisé, le 25 janvier 2008, par un attentat à la voiture piégée.

Plus grave, un des fournisseurs d'accès internet au Liban était alimenté par une société israélienne, la branche régionale de la société anglo italienne Tiscali, via son relais de Chypre, relié par une antenne pirate sur le Mont Barouk au Liban, une antenne pirate greffée sur l'antenne de la chaîne de télévision MTV, propriété de Gabriel Murr, frère du ministre de la défense Elias el Murr. Pis encore, une des antennes placées au sud Liban, dans la bourgade de Safarieh, proche de Saida, était dirigée vers la zone frontalière libano israélienne, zone de déploiement de la Finul, avec un réseau disposant d'une capacité de captation de la totalité de la messagerie électronique des «Casques bleus» de l'ONU.

Toutes les communautés libanaises sont représentées: chrétiens, sunnites, chiites, originaires du Sud Liban, de la Bekaa ou de Beyrouth. Toutes ont fourni des agents, soit pour glaner des informations, soit pour préparer des dossiers d'objectif ou organiser la filature des dirigeants du Hezbollah. Certains travaillaient pour Israël depuis les années 1980, recrutés pour des motifs variés: financiers, idéologiques ou psychologiques, voire même pour des cas de chantages sexuels ou d'addiction à la drogue. Une quarantaine de suspects ont été placés en détention, une trentaine d'autres sont toujours recherchés par les autorités libanaises. Certains ont réussi à fuir, prenant l'avion vers une destination inconnue, d'autres ont franchi la frontière entre les deux pays, toujours techniquement en guerre depuis 1949.

Ce bilan ne tient pas compte des avatars tel celui de l'agent franco afghan Karim Pakzad, représentant du Parti socialiste français à l'Internationale socialiste, arrêté le 26 avril 2007 par le Hezbollah, dans la banlieue Sud de Beyrouth, alors qu'il prenait des photos du bunker d'Hassan Nasrallah, porteur d'un appareil d'interception des communications téléphoniques, ni de la mystérieuse évaporation d'une non moins mystérieuse néerlandaise, Inneke Botter, ancien cadre supérieur de la succursale hollandaise de la firme française Orange, partenaire de la société libanaise, proche de la Mafia israélienne opérant en Europe centrale notamment en Géorgie et en Ukraine, démasquée par les services de renseignements russes.

Suivra

2ème volet du papier le 11 Août

II • Le Tribunal spécial sur le Liban, une parodie de justice, un vaudeville tragique

[Le Liban, banc d'essai de la théorie de la désorientation informative et de la dissension sociale](#)

Références

1- Harold Adrian Russel Philby, plus connu sous le nom de Kim Philby (1er janvier 1912 - 11 mai 1988), fut un agent double britannique, membre des services secrets britanniques, le MI6, et espion à la solde du KGB au profit duquel il trahissait le premier. Fils d'un homme de génie, St. John Philby (1885-1960) orientaliste de tout premier ordre, grand rival du colonel T. E. Lawrence, avant de devenir «l'inventeur» d'Ibn Séoud, le fondateur de l'Arabie saoudite, puis son éminence grise. La personnalité hors du commun du père a certainement profondément joué dans les choix de son fils Kim. Issu de la Gentry, il entre en 1929 au Trinity College de Cambridge, il y étudie l'économie et l'histoire. Il y rencontre ses futurs collègues dans l'espionnage, le Groupe de Cambridge ou Magnificent Five (Donald Maclean, Guy Burgess, Anthony Blunt et John Cairncross) qui deviendront complices de sa trahison. En 1940, il intègre le MI6, le service de renseignement britannique, plus connu sous le nom d'Intelligence Service. En 1944, il est affecté à la tête de la toute nouvelle section IX, chargée de lutter contre le communisme: il transmet des informations confidentielles aux Soviétiques qui permettent d'écraser une insurrection anti-communiste en Albanie. Les Américains les soupçonnent d'avoir transmis aux Soviétiques des informations confidentielles sur le programme nucléaire militaire et de leur avoir dénoncé les opérations de déstabilisation de l'Albanie, menées par la CIA et le MI6 entre 1949 et 1951. Définitivement exclu du MI6, Philby s'installe à Beyrouth comme correspondant de l'Observer puis de The Economist. Il y couvre la crise de Suez en octobre novembre 1956. En janvier 1963, il passe définitivement en Union soviétique, probablement avec l'accord tacite du gouvernement britannique.

2 -Taymour Bakhtiar: né en 1914 à Isfahan, fondateur de la SAVAK, la redoutable police secrète du Chah D'Iran. Commandant de la brigade blindée de Kermânchâh, il soutient, en 1953, le général Zahedi dans son coup de force contre le premier ministre nationaliste Mohamad Mossadegh, artisan de la nationalisation du pétrole iranien. En 1961, destitué de sa fonction, il s'installe dans un premier temps au Liban qu'il quittera ensuite pour l'Irak et s'allie à Saddam Hussein contre le Chah. Il est assassiné en 1970 lors d'une partie de chasse par des agents envoyés par la SAVAK.

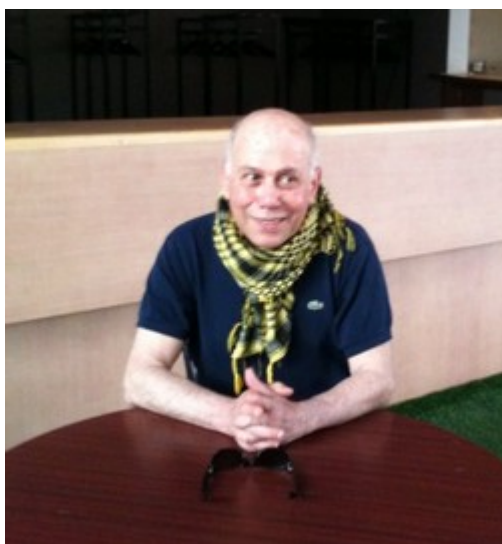
3- Un robuste contentieux oppose les propriétaires de l'Hôtel Saint Georges à SOLIDERE, la société immobilière de Rafic Hariri. De tout temps l'Hôtel Saint-Georges a eu des facilités balnéaires qui ont fait son cachet. Ce à quoi s'oppose SOLIDERE qui se veut l'exploitant unique de la Baie Saint Georges que surplombe l'Hôtel. Ce contentieux paralyse le projet de rénovation de l'Etablissement. Depuis dix ans Rafic Hariri alternait mesures coercitives et offre de rachat, dans la pure tradition des pratiques italiennes illustrées par le film «Main basse sur la ville». Le journal «al Akhbar» évoque dans son édition du 12 Août 2010 « le récit de la mainmise de SOLIDERE sur le souk des bijoutiers» de Beyrouth. «SOLIDERE loue aux bijoutiers des biens fonciers qu'elle leur a vendus 12 ans auparavant. Les ayants droits portent plainte en justice. Qui va arrêter Solidere ?».

4- Le décompte des 18 coups d'état dans le monde arabe s'établit comme suit: Huit pour la

seule Syrie: Hosni Zaim, Sami Hennaoui et Adib Chichakli en 1949, Faysal Al-Attassi, février 1954, Colonel Nahlaoui auteur du coup d'état qui a entraîné la rupture syro égyptienne le 28 septembre 1961, Ziad Harari 8 mars 1963 qui inaugure la série des coups d'état baasistes présentés comme des corrections de trajectoire avec Salah Jedid, 23 février 1966 et Hafez Al-Assad, 15 novembre 1970. En deuxième position dans l'ordre putschiste, l'Irak avec quatre coups de force notamment celui de Abdel Karim Kassem contre le trône hachémite (14 juillet 1958), lui même sera renversé par le général Abdel Salam Aref en 1961 avant que son Abdel Rahman Aref frère ne lui succède à la suite de son décès accidentel et que celui-ci ne soit évincé à son tour par les baasistes, le tandem Ahmad Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein en 1968. L'Egypte avec Farouk, en 1952, L'Imam Badr au Yémen, en 1961, le Liban avec le coup d'état avorté de la Saint Sylvestre 1961 mené par le parti populaire syrien, le Roi Idriss Senoussi en Libye en 1969, le Sultan Qabous d'Oman qui a évincé son père en 1971, de même que le cheikh Zayed d'Abou Dhabi qui a évincé son frère le cheikh Chakhbout ainsi que la Tunisie avec le coup d'état médical du général Ben Ali contre le président Bourguiba, en 1987, ainsi que l'Emir de Qatar qui a détrôné son père en juin 1995 ferment la liste des Etats putschistes. En comparaison, l'Afrique aura connu de 1960 à 1990, les trente premières années de son indépendance, 79 coups de force au cours desquels 82 dirigeants ont été tués ou renversés, selon le recensement établi par Antoine Glaser et Stephen Smith dans leur ouvrage «Comment la France a perdu l'Afrique» Ed. Calmann-Lévy 2005.

5- Cf. «L'Orchestre noir» de Frédéric Laurent, Editions Stock 1978 – note de bas de page (page 299) qui fait état d'une réunion régionale de la WACL sous le titre MESC (Middle East Solidarity Conference), en 1975, à Beyrouth sous la présidence de Camille Chamoun, qui sera aux premiers mois de la guerre civile, ministre de l'Intérieur.

6- «La Liste des agents israéliens» Cf. le journal libanais as Safir 28 juillet 2009 «Noir parcours de 22 agents israéliens. Nasrallah, cible prioritaire» par Hussein Yaacoub.



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bounoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un

correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)

Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2010

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca